

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe centrale et balte

Une publication du SER de Varsovie, avec la participation des SE de la zone
Septembre 2026

Faits saillants :

- **Pologne** : Hausse attendue de la dette publique à 76,6 % du PIB en 2030 ;
- **Hongrie** : Révision du budget 2026 dans un contexte de croissance moins favorable ;
- **Tchéquie** : Inflation à 1,9 % et mesures pour limiter la hausse des prix des carburants ;
- **Slovaquie** : Contraction des salaires réels au 2^e trimestre ;
- **Estonie** : Nouvelle émission de bons du Trésor pour 373 M EUR ;
- **Lettonie** : Croissance solide au 2^e trimestre (3,0 % en g.a) ;
- **Lituanie** : Croissance entre 2,7 et 2,9 % en 2026.

LE CHIFFRE A RETENIR

3,4 %

de chômage en Tchéquie en juillet 2026

Pologne

Hausse attendue de la dette publique et du coût de son service

Selon la nouvelle stratégie quadriennale de gestion de la dette publique (2027-2030), le ratio de **dette publique** devrait passer de 67,9 % en 2026 à **76,6 % du PIB en 2030**. Cette hausse interviendrait malgré une anticipation de réduction progressive du déficit public, de 7,1 % à 4,2 % du PIB sur la période. Le **coût du service de la dette** augmenterait parallèlement, passant de 2,7 % en 2026 (+0,2 point sur un an) à **3,8 % du PIB en 2030**. La part de la dette du Trésor libellée en devises étrangères diminuerait toutefois de 20,6 % à 18,2 % sur la période (sachant que les non-résidents détiennent 12,4 % de la dette fin 2025). Le **coût de financement de l'État s'est par ailleurs accru : le rendement des obligations polonaises à 10 ans atteignait 6,27 %** le 4 octobre, contre environ 5,5 % un an auparavant. Cette hausse signifie que l'État doit désormais verser davantage d'intérêts lorsqu'il emprunte sur les marchés, ce qui contribue à alourdir le coût futur de sa dette.

Baisse temporaire de la fiscalité sur les carburants

Le gouvernement a réactivé pour la troisième fois le dispositif « CPN », qui vise à **limiter la hausse des prix des carburants à la pompe**. Du 2 octobre au 31 décembre 2026, la TVA sur l'essence et le diesel est ainsi ramenée de 23 % à 8 %, tandis que les droits d'accise sont abaissés au minimum autorisé par l'UE, permettant une **réduction des prix d'environ 0,28 EUR par litre**. Le **coût budgétaire de la mesure est estimé à 1,2 Md EUR**. Une partie de ce manque à gagner doit être compensée par une **taxe exceptionnelle sur les superprofits des entreprises du secteur pétrolier**, dont le rendement attendu est de 0,9 Md EUR.

Pression sur le zloty, dans un contexte de regain d'aversion au risque

Le zloty s'est déprécié d'environ 4 % face à l'euro depuis le début de l'année, le rapport EUR/PLN étant passé d'environ 4,21 à 4,38. Ce mouvement reste modéré mais s'inscrit dans une tendance **également observée sur le forint et la couronne tchèque**. Il pourrait notamment traduire un regain d'aversion au risque : lorsque les tensions géopolitiques augmentent, les investisseurs ont tendance à réduire leurs placements dans les devises jugées plus risquées et à privilégier les monnaies considérées comme plus sûres. Le regain de tensions au Moyen-Orient avait ainsi entraîné une forte baisse du zloty en juillet. **La vigueur du dollar amplifie par ailleurs le mouvement** : le billet vert a atteint début octobre un plus haut de 18 mois, rendant la baisse du zloty plus marquée face au dollar que face à l'euro.

Rebond de l'épargne accumulée dans les plans d'épargne-retraite d'entreprise

Les actifs des fonds des PPK (plans d'épargne-retraite d'entreprise) ont atteint **13,6 Mds EUR** fin août, en hausse de 42,6 % sur un an. Le dispositif compte **4,47 millions de participants** et 5,59 millions de comptes actifs, tandis que **le taux de participation atteint 62,3 %**. Créés en 2019, **les PPK permettent aux salariés de compléter leur future retraite** grâce à des versements conjoints du salarié, de l'employeur et de l'État. Leur montée en puissance contribue ainsi au développement de l'épargne longue en Pologne, dans un contexte où les retraites de base pourraient représenter un taux de remplacement de plus en plus faible.

Hongrie

Révision du budget 2026 dans un contexte moins favorable

Le nouveau gouvernement de Péter Magyar a révisé le budget 2026 en intégrant **une croissance désormais estimée à 2,0 %, contre 4,0 % initialement**. **La cible de déficit public a été relevée de 3,7 % à 7,5 % du PIB, tandis que la dette publique devrait atteindre 77,5 % du PIB en fin d'année**. Le projet prévoit 822 M EUR d'économies supplémentaires et la création d'un fonds de crise de 1,4 Md EUR. Les recettes fiscales sont globalement revues à la baisse, notamment celles provenant des entreprises et de la consommation, tandis que la contribution du secteur financier augmente. **Le gouvernement prévoit de renforcer la discipline budgétaire et d'engager une réduction de la dette à partir de 2027**, cette trajectoire étant également présentée comme un moyen de rapprocher la Hongrie des conditions nécessaires à une éventuelle adoption de l'euro à l'horizon 2030.

Accélération de la croissance au 2^e trimestre

Au deuxième trimestre 2026, le PIB hongrois a progressé de 1,7 % en glissement annuel (g.a) et de 0,5 % par rapport au trimestre précédent, après correction des effets saisonniers et calendaires. Sur l'ensemble du 1^{er} semestre, la croissance s'est également établie à 1,7 %. Du côté de la production, les services ont augmenté de 1,9 % et l'industrie de 3,7 %, tandis que l'agriculture a reculé de 12,4 % en raison de la sécheresse. **La consommation des ménages a progressé de 4,5 %, soutenue notamment par la forte progression des salaires réels, en hausse de 7,8 % en g.a en juillet**. Ainsi, la demande intérieure a augmenté de 5,0 %, mais l'investissement en capital fixe a diminué de 6,3 % et le commerce extérieur a pesé sur la croissance, les exportations progressant de 1,8 %, contre 6,3 % pour les importations.

Hausse différenciée des taxes sur le tabac

À partir du 1^{er} novembre 2026, **la Hongrie augmentera de manière différenciée les droits d'accise sur les produits du tabac et de la nicotine**. La hausse sera particulièrement importante pour les cigarettes, les produits du tabac chauffé et certains produits jetables, avec des augmentations pouvant dépasser 25 %. **Le gouvernement estime que la réforme pourrait générer environ 247 M EUR de recettes supplémentaires en 2027**. Elle vise à la fois à accroître les recettes publiques et à rapprocher la fiscalité applicable aux différents produits du tabac et de la nicotine.

Tchéquie

Croissance du PIB de 1,9 % au T2 2026

Au 2^e trimestre 2026, le PIB tchèque a progressé de 1,9 % en g.a et de 0,4 % par rapport au trimestre précédent. **La croissance a notamment été soutenue par la consommation des ménages (+2,7 % en g.a) et l'investissement en capital fixe (+7,1 %)**, tandis que la variation des stocks a pesé à hauteur de 1,3 point de pourcentage (pp). Sur l'ensemble du 1^{er} semestre, l'acquis de croissance s'établit à 1,6 %. Dans ce contexte, le ministère de l'Économie et la Banque nationale tchèque (CNB) ont **revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour 2026**, à respectivement 1,9 % et 2,2 %, contre 2,4 % et 2,9 % auparavant. Pour 2027, les prévisions s'établissent à 2,4 % pour le gouvernement et 2,7 % pour la CNB.

Inflation à 1,9 % et mesures pour limiter la hausse des prix des carburants

En août 2026, les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 % sur un mois et de 1,9 % en g.a, après 1,7 % en juillet. La hausse mensuelle a notamment été tirée par les carburants et lubrifiants, dont les prix ont progressé de 7,2 %, tandis que les prix alimentaires ont reculé. **Face à la hausse des prix des carburants, le gouvernement a rétabli le plafonnement des marges des distributeurs à 2,50 CZK par litre (0,10 EUR/l) et abaissé l'accise sur le diesel de 9,95 à 8,011 CZK par litre (0,33 EUR/l).** La réduction atteint 2,35 CZK par litre (0,096 EUR/l) en incluant la TVA, **pour un coût budgétaire estimé à 45 M EUR. Le gouvernement propose également une taxe temporaire de 50 % sur la hausse des marges brutes du secteur du raffinage** par rapport à 2025, pour les exercices 2026 et 2027. Encore soumise à l'approbation du Parlement, cette mesure pourrait générer environ 230 M EUR de recettes supplémentaires en 2026, destinées notamment à compenser le coût des mesures sur les carburants.

Chômage stable et progression de l'emploi des femmes

En juillet 2026, le taux de chômage tchèque s'est établi à 3,4 % de la population active, un niveau inchangé par rapport à avril, mais en hausse de 0,3 pp en g.a. Le taux de chômage reste plus faible chez les hommes, à 2,8 %, que chez les femmes, à 4,0 %. Le taux d'emploi des 15-64 ans est quant à lui resté stable sur un an, à 75,6 %, avec un taux de 80,1 % pour les hommes et de 71,1 % pour les femmes. Les évolutions récentes montrent toutefois **une progression du taux d'emploi des femmes, en hausse de 3,1 pp depuis juillet 2023**, tandis que celui des hommes a reculé de 1,5 pp. Ces évolutions s'expliquent notamment par des facteurs démographiques et le déplacement de la main-d'œuvre vers les services et les activités de soin.

Slovaquie

Ralentissement de la croissance au 2^e trimestre

Au 2^e trimestre 2026, l'économie slovaque a progressé de 0,8 % en g.a, après 0,9 % au 1^{er} trimestre, portant la croissance à 0,8 % sur l'ensemble du 1^{er} semestre. La demande intérieure a augmenté de 0,6 %, soutenue par la consommation des ménages (+0,8 %) et celle des administrations (+0,7 %), tandis que l'investissement a reculé de 2,9 %. **La demande extérieure reste l'un des principaux moteurs de l'activité**, avec des exportations en hausse de 1,5 %, contre 1,2 % pour les importations. Du côté de la production, le commerce, les transports, l'hébergement et la restauration ont progressé de 1,9 % au 1^{er} semestre, tandis que l'industrie a reculé de 0,2 %, pénalisée notamment par la production automobile (-0,2 %). **Les prévisions de croissance pour 2026 restent modestes, à 0,8 % selon le ministère des Finances et 0,5 % selon la Banque nationale de Slovaquie.**

Contraction des salaires

Au 2^e trimestre 2026, le salaire nominal moyen s'est établi à 1 707 EUR, en hausse de 3,2 % en g.a, soit sa progression la plus faible depuis six ans. Cette hausse n'a pas permis de compenser l'inflation, entraînant une **baisse de 0,5 % du salaire réel**, la première depuis dix trimestres. Les

rémunérations moyennes restent particulièrement élevées dans les activités financières et d'assurance (2 960 EUR), la fourniture d'électricité, de gaz et de vapeur (2 949 EUR) et les technologies de l'information et de la communication (2 806 EUR), tandis qu'elles restent inférieures à 1 000 EUR dans l'hébergement et la restauration (974 EUR). La région de Bratislava conserve le salaire moyen le plus élevé, à 2 012 EUR, contre 1 359 EUR dans la région de Presov.

Hausse du chômage, notamment dans l'industrie et la construction

Au 2^e trimestre 2026, le taux de chômage a atteint 5,6 %, en hausse de 0,3 pp en g.a, portant sa **moyenne à 5,7 % au 1^{er} semestre (+0,4 pp)**. Le nombre de chômeurs s'est établi à 152 600 (+5,8 % en g.a), avec une **progression particulièrement marquée du chômage de longue durée** : les personnes sans emploi depuis au moins douze mois représentent désormais 64,6 % des chômeurs (+11,4 %). **L'industrie et la construction concentrent une part importante des nouveaux chômeurs** : le nombre de chômeurs ayant auparavant travaillé dans l'industrie a augmenté de 26,5 % et celui issu de la construction de 44,9 %. Cette évolution s'accompagne d'une baisse de 0,5 % du nombre d'actifs salariés, notamment dans l'industrie (-4,5 %), tandis que le taux d'emploi est resté globalement stable à 78 % au 1^{er} semestre.

Estonie

Croissance attendue à 2,5 % en 2026

Le Conseil budgétaire a validé la prévision économique d'été 2026 du ministère des Finances, qui table sur une **croissance de 2,5 % en 2026** puis de **2,4 % en 2027 et 2028**, des perspectives proches de celles de la Banque centrale. La reprise serait notamment portée par la consommation privée, les dépenses publiques et le redressement des exportations industrielles. Le **déficit budgétaire devrait toutefois rester compris entre 4,0 % et 4,5 % du PIB** en 2026, sa trajectoire **dépendant notamment de l'exécution des dépenses de défense** prévues au second semestre. Le Conseil budgétaire soutient l'objectif de ramener le déficit à 4,0 % du PIB en 2027, ce qui nécessiterait environ 240 M EUR de mesures d'ajustement, puis une réduction annuelle d'au moins 0,5 pp de PIB. À politique inchangée, la dette publique pourrait atteindre 38,5 % à 40,0 % du PIB d'ici 2030, contre 24,0 % en 2025. Le principal risque identifié porte sur une remontée plus rapide que prévu des prix de l'énergie dans un contexte de tensions au Moyen-Orient.

Nouvelle émission de bons du Trésor pour 373 M EUR

Le 22 septembre, **l'Estonie a émis des bons du Trésor à 6 et 12 mois pour un montant total de 373 M EUR**, afin notamment de refinancer des titres arrivant à échéance. Les rendements moyens se sont établis à 2,91 % et 3,21 % respectivement, en hausse d'environ 0,5 pp sur 6 mois, mais restant inférieurs aux niveaux observés il y a 3 ans. Cette émission, réalisée dans le cadre du programme de bons du Trésor lancé en 2020, intervient alors que la dette publique estonienne progresse, passant de 10,8 % du PIB en 2010 à 24,0 % en 2025. **L'Estonie conserve néanmoins le niveau d'endettement public le plus faible de l'Union européenne.**

Priorité aux nouvelles technologies pour soutenir la croissance

S'exprimant à la conférence économique « Äriplaan 2027 », le Premier ministre Kristen Michal a estimé que la situation économique réelle de l'Estonie était meilleure que le sentiment ambiant. Il a identifié **trois priorités** : la poursuite de la **simplification** de l'environnement d'investissement, le renforcement de la **sécurité** du pays et l'accélération de l'adoption des **nouvelles technologies**. Le programme Eesti.ai vise à former 100 000 actifs à l'intelligence artificielle, l'engouement des entreprises ayant conduit à la clôture anticipée du dispositif de soutien dès son premier jour, la demande ayant dépassé de plus du double le budget prévu. Le Premier ministre a également annoncé un investissement de 824 M EUR par Elering dans le réseau électrique, avec près de 1 500 MW de capacité de production supplémentaire attendus d'ici 2030, notamment pour accueillir de futurs centres de données.

Lettonie

Croissance solide au 2^e trimestre

L'économie lettone a confirmé sa résilience au 2^e trimestre 2026, avec une **croissance du PIB de 3,0 % en g.a, portant la progression à 2,8 % sur l'ensemble du 1^{er} semestre**. L'activité a notamment été soutenue par les services financiers (+10,4 %), les technologies de l'information et de la communication (+8,3 %), le commerce (+6,4 %) et l'industrie manufacturière (+5,5 %). Du côté de la demande, la consommation domestique a progressé de 3,7 %, les investissements de 6,5 % et les exportations de 7,7 %. Les perspectives sont toutefois plus modérées pour la suite, avec une **croissance attendue à 1,9 % en 2027 puis autour de 2,0 % les années suivantes**. À politique inchangée, le déficit public dépasserait 3,0 % du PIB au cours des quatre prochaines années et atteindrait 5,4 % en 2028, tandis que la dette publique pourrait atteindre 54 % du PIB en 2030. Cette dégradation s'explique notamment par la hausse des dépenses de défense, l'indexation sociale et des dépenses non budgétées héritées du précédent gouvernement, dont le coût annuel pourrait atteindre 663 M EUR fin 2027. **Pour rétablir l'équilibre budgétaire**, le ministère des Finances propose notamment **d'échelonner certaines mesures** déjà adoptées, de **revoir les hausses automatiques** de dépenses et **d'introduire un budget « base zéro »**, ainsi que de **réviser les avantages fiscaux** et **d'améliorer la collecte des impôts**.

Ralentissement net des salaires moyens bruts

Au 2^e trimestre 2026, **le salaire mensuel brut moyen en Lettonie a atteint 1 886 EUR, en hausse de 4,3 % en g.a, après des progressions de 9,7 % en 2024 et de 7,7 % en 2025**. La hausse a été plus importante dans le secteur privé (+5,4 %, à 1 876 EUR) que dans le secteur public (+2,1 %, à 1 926 EUR). Les rémunérations restent particulièrement élevées dans les technologies de l'information et de la communication (3 257 EUR), les activités financières et d'assurance (3 214 EUR) et l'énergie (2 526 EUR), tandis que l'hébergement et la restauration affichent le salaire moyen le plus faible (1 256 EUR). La région de Riga conserve le salaire moyen le plus élevé, à 2 068 EUR, soit 34 % de plus que dans la région de Latgale. Dans ce contexte de ralentissement, **la progression du salaire moyen brut pour 2026 est désormais attendue à 5,0 %**, avant une accélération à moyen terme, à environ 5,5 % selon le ministère des Finances.

Réforme de la supervision du crédit à la consommation non bancaire

Le Parlement letton a adopté le 17 septembre 2026 une réforme visant à **intégrer les prêteurs à la consommation non bancaires dans le dispositif unifié de supervision financière**. À compter du 1^{er} janvier 2027, la Banque de Lettonie reprendra au Centre de protection des droits des consommateurs (PTAC) les fonctions d'agrément et de supervision de ces acteurs, ainsi que certaines missions relatives à la protection des consommateurs. La réforme concernera **38 prêteurs non bancaires et 36 intermédiaires de crédit, qui rejoindront les acteurs financiers déjà supervisés par la banque centrale**. Elle vise à réduire la fragmentation de la supervision et à harmoniser les conditions de concurrence. Le PTAC conteste toutefois la réforme, estimant que ses coûts et bénéfices n'ont pas été suffisamment évalués et alertant sur de possibles conséquences pour les finances publiques et la protection des consommateurs.

Lituanie

Révision des prévisions de croissance et maintien d'une inflation élevée

Mi-septembre, la Banque de Lituanie, le ministère des Finances et la Cour des comptes ont actualisé leurs prévisions économiques. La Banque de Lituanie a maintenu sa prévision de croissance à 2,7 % en 2026, tandis que le ministère des Finances et la Cour des comptes l'ont **abaissée à 2,9 %, contre respectivement 3,1 % et 3,3 % au printemps**.

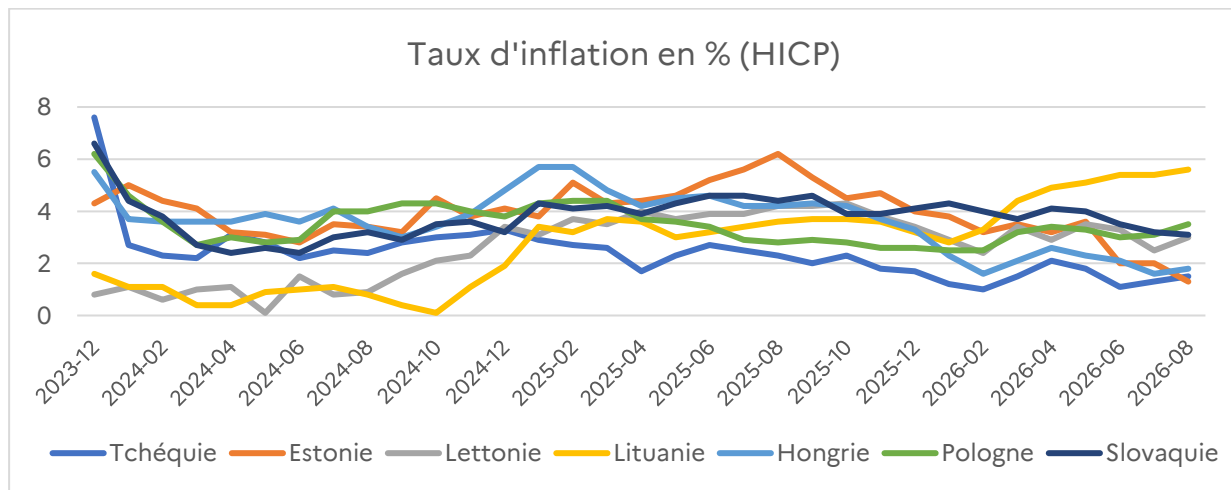
La croissance resterait principalement **tirée par la demande intérieure, notamment la consommation des ménages**, qui bénéficierait de la réforme du 2^e pilier de l'épargne-retraite

permettant aux assurés de récupérer une partie de leur épargne accumulée. La consommation progresserait ainsi de 3 % en 2026 selon la Banque de Lituanie, avant de ralentir à 1 % en 2027. **L'inflation moyenne est désormais attendue à 5,1 % en 2026.** En août, l'inflation a atteint 5,6 % en g.a portée notamment par les prix du logement, de l'eau et de l'électricité (+14,9 %), les transports (+13,4 %) et l'alcool et le tabac (+7,2 %), tandis que les prix alimentaires ont reculé de 2,1 %. Une prolongation du conflit au Moyen-Orient pourrait par ailleurs ajouter environ 1 pp à l'inflation annuelle. **Les prévisions de progression des salaires ont également été relevées à 9,4 % en moyenne en 2026.**

Dernière demande de paiement au titre du PNRR

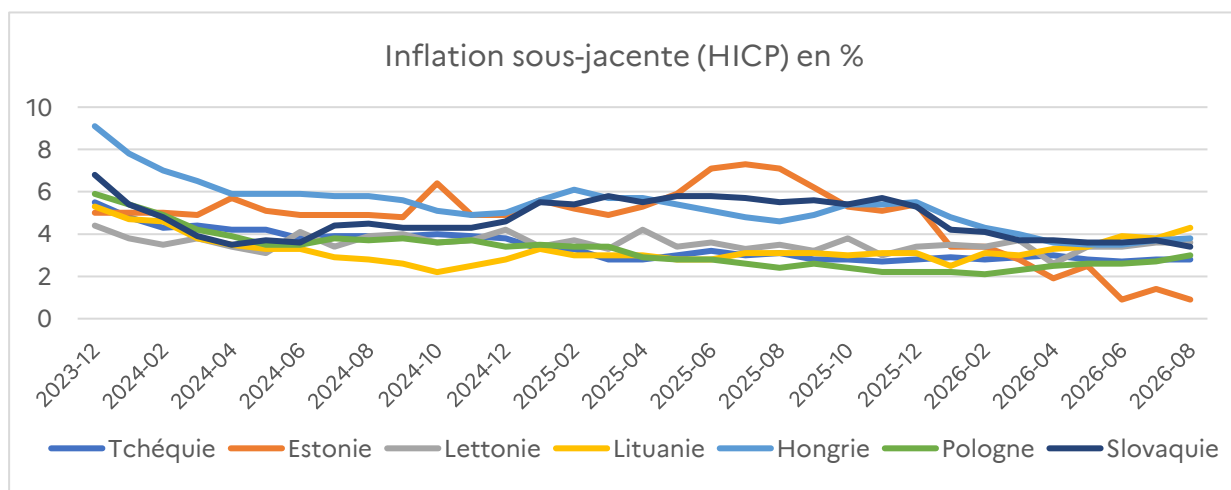
La Lituanie a soumis à la Commission européenne sa **7^e et dernière demande de paiement** au titre de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR), pour un montant de **1,1 Md EUR**. La Commission ayant constaté que l'ensemble des jalons et objectifs du plan avaient été atteints, 992,8 M EUR devraient être versés fin décembre, une partie ayant déjà été perçue sous forme de préfinancement. **Au total, 3,8 Mds EUR de fonds de la FRR auront ainsi été injectés dans l'économie lituanienne.** Le plan comprenait 197 jalons et objectifs et 78 réformes, portant notamment sur les transports, la santé, l'énergie, la rénovation des bâtiments, la cybersécurité, l'éducation, l'innovation et la numérisation.

Indicateurs macroéconomiques



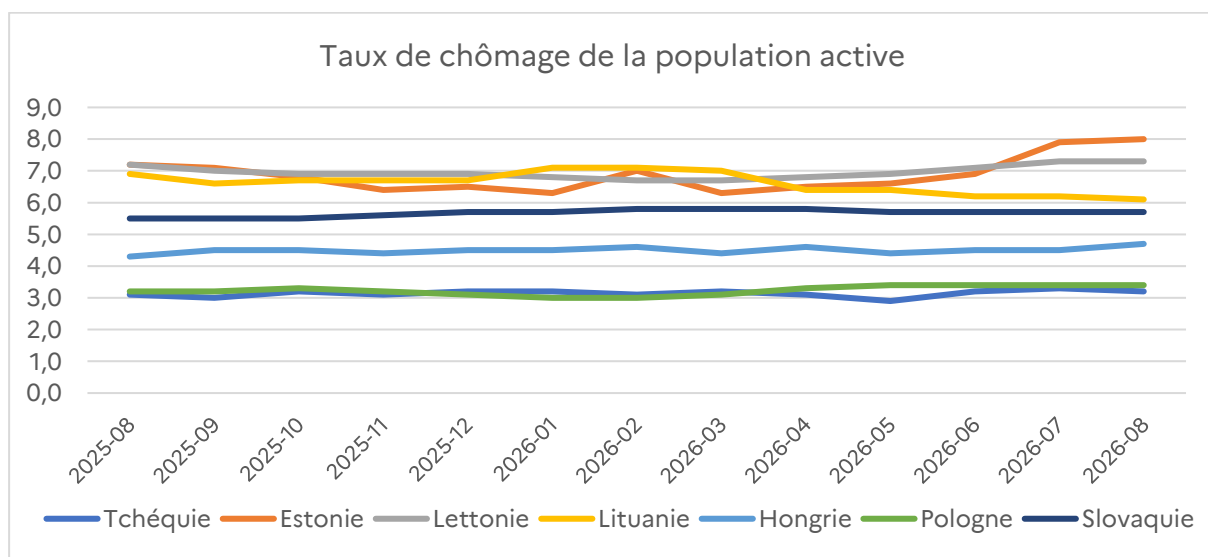
	févr-26	mars-26	avr-26	mai-26	juin-26	juil-26	août-26
Tchéquie	1	1,5	2,1	1,8	1,1	1,3	1,5
Estonie	3,2	3,5	3,2	3,6	2	2	1,3
Lettonie	2,4	3,4	2,9	3,5	3,3	2,5	3
Lituanie	3,3	4,4	4,9	5,1	5,4	5,4	5,6
Hongrie	1,6	2,1	2,6	2,3	2,1	1,6	1,8
Pologne	2,5	3,2	3,4	3,3	3	3,1	3,5
Slovaquie	4	3,7	4,1	4	3,5	3,2	3,1
Ukraine	7,6	7,9	8,6	8,2	7,2	7,7	8,1

Sources : Eurostat, Centre for Economic Strategy



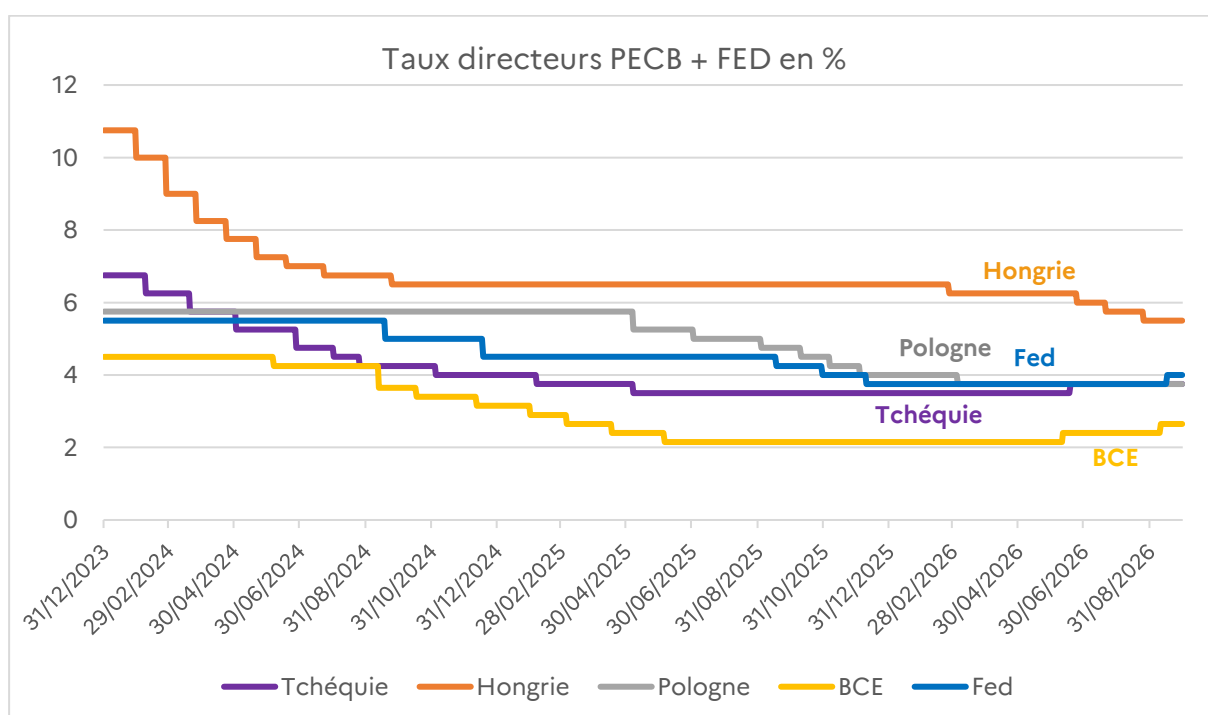
	févr-26	mars-26	avr-26	mai-26	juin-26	juil-26	août-26
Tchéquie	2,8	2,9	3,0	2,8	2,7	2,8	2,8
Estonie	3,4	2,8	1,9	2,5	0,9	1,4	0,9
Lettonie	3,4	3,7	2,6	3,4	3,4	3,6	3,6
Lituanie	3,1	3,0	3,3	3,4	3,9	3,8	4,3
Hongrie	4,3	4,0	3,6	3,5	3,5	3,7	3,8
Pologne	2,1	2,3	2,5	2,6	2,6	2,7	3,0
Slovaquie	4,1	3,7	3,7	3,6	3,6	3,7	3,4

Source : Eurostat (données Ukraine indisponibles)



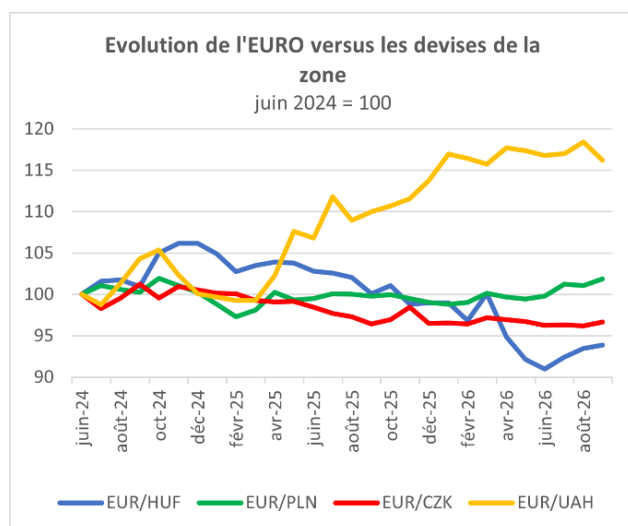
	févr-26	mars-26	avr-26	mai-26	juin-26	juil-26	août-26
Tchéquie	3,1	3,2	3,1	2,9	3,2	3,3	3,2
Estonie	7	6,3	6,5	6,6	6,9	7,9	8
Lettonie	6,7	6,7	6,8	6,9	7,1	7,3	7,3
Lituanie	7,1	7	6,4	6,4	6,2	6,2	6,1
Hongrie	4,6	4,4	4,6	4,4	4,5	4,5	4,7
Pologne	3	3,1	3,3	3,4	3,4	3,4	3,4
Slovaquie	5,8	5,8	5,8	5,7	5,7	5,7	5,7
Ukraine	14,7	15,5	15,3	13,5	14	11,3	16,2

Sources : Eurostat, Center for Economic Strategy



	mars-26	avr-26	mai-26	juin-26	juil-26	août-26	sept-26
Tchéquie	3,50	3,50	3,50	3,75	3,75	3,75	3,75
Hongrie	6,25	6,25	6,25	6,00	5,75	5,50	5,50
Pologne	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75
BCE	2,15	2,15	2,15	2,40	2,40	2,40	2,65
FED	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,75	4,00
Ukraine	15,00	15,00	15,00	15,00	15,50	15,50	16,00

Sources : Banques centrales nationales, BCE



	Clôture au 30/09/2026	Variation mensuelle (%)	Variation depuis fin 2025 (%)
EUR/PLN*	4,37	1,29	3,51
EUR/HUF*	366,20	0,54	-4,92
EUR/CZK*	24,44	0,94	0,84
EUR/USD*	1,14	-1,13	-3,36
EUR/UAH*	50,93	-0,68	2,15
WIG20	4 181,83	6,67	31,34
BUX	145 181,94	-1,03	30,76
PX	2 675,25	-1,12	-0,39
PFTS	480	11,98	4,13
Euro Stoxx 50	6269	-1,40	8,16
Spread PL-10**	278	7,99	19
Spread HU-10**	224	-5,00	-44
Spread CZ-10**	173	-0,17	5
Spread UA-10**	769	9,94	

* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

** en pb

Source : Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

	Pologne	Hongrie	Tchéquie	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie	Ukraine
PIB nominal (M EUR)								
2024	848 491	206 040	320 787	130 208	39 848	40 652	78 996	176 270
2025	918 464	218 451	346 010	136 754	41 621	43 026	84 061	185 584
Taux de croissance du PIB réel (% g.a.)								
2024	3,0	0,6	1,3	1,9	-0,1	0,0	3,0	2,9
2025	3,6	0,4	2,5	0,8	0,6	2,1	2,9	2,0
Populations (milliers)								
2024	36 620,97	9 584,63	10 900,56	5 424,69	1 374,69	1 871,88	2 885,89	33 343,00
2025	36 497,50	9 539,50	10 909,50	5 419,45	1 370,00	1 860,57	2 890,66	32 860,00
Solde public (% PIB)								
2024	-6,6	-4,9	-2,2	-5,3	-1,5	-1,8	-1,3	-17,2
2025	-7,3	-4,7	-2,1	-4,5	-2	-2,5	-1,8	-23,3
Dettes publiques brutes (% PIB)								
2024	54,8	73,5	43,3	59,7	23,5	46,2	38	89,7
2025	59,7	74,6	44,3	61,4	24,1	46,9	39,5	108,7
Solde du compte courant (% PIB)								
2024	0,3	1,8	1,7	-4,6	-1,2	-1,5	3,2	-8,0
2025	-0,9	1,7	0,7	-3,6	-0,2	-3,4	0,9	-15,0

Sources : Eurostat, FMI.(p): données provisoires; (r): rupture dans la série chronologique

(p) : données provisoires ; (r) : rupture dans la série chronologique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

varsovie@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Varsovie

Abonnez-vous : cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr